

Une loi sur l'aide au développement : message de Pascal Canfin (Ministre délégué au développement)

Bonsoir,

J'ai présenté ce matin en Conseil des ministres le premier projet de loi sur le développement et la solidarité internationale de la Vème République. Cette loi marque une rupture fondamentale avec la Françafrique puisque elle fait passer cette politique, dont 85% des dons est à destination de l'Afrique, sous le contrôle démocratique du parlement.

Nous réalisons enfin ce que Stéphane Hessel et Jean Pierre Cot avaient essayé en leur temps.

Sur le fond, cette loi fait du développement durable la finalité de notre politique de développement.

Nous mettons ainsi nos outils de solidarité au service d'un autre mode de développement, ce qui se traduit concrètement par l'arrêt de tout financement du charbon et des OGM et la priorité donnée aux énergies renouvelables et à l'agriculture familiale.

Si vous souhaitez en savoir plus je vous renvoie vers une compilation d'articles sur cette loi [cliquer ici](#)

Amitiés écolos,
Pascal Canfin

Le 12 déc : La banquise fond plus vite !

Les observations par satellite font apparaître que la banquise antarctique Ouest fond plus vite que prévu : 150 km³ supplémentaires par an.

Conséquence sur l'élévation du niveau des mers : alors que les mesures précédentes, sur un siècle, faisaient apparaître une hausse de 1,7 mm par an, de 1993 à 2010, nous serions à une hausse de 3,2 mm par an.

Pour lire l'article du Monde, [cliquer ici](#)

Le 5 déc : Chronobus et SLUP-CV = "Paroles, paroles,..."

Comme d'habitude, SLUP-CV diffuse un flot d'informations inexactes ou déformées, ainsi que des positions incohérentes.

Pourvu que ça mousse !...

▀ Parkings relais : Tout au long du projet, SLUP-CV a réclamé très haut et très fort des parkings relais. Et maintenant qu'ils sont réalisés, SLUP-CV proteste parce que cela coûte de l'argent !

Comprenez qui pourra...

▀ On a également droit à une présentation très "spéciales" du coût des travaux pour la création de la ligne C7. Pourtant, la réalité est simple :

- en juin 2010, en l'absence de toute étude détaillée, le coût prévisionnel est estimé à 13 Millions € TTC.
- Suite aux informations publiques, le projet est modifié (le flux de transit automobile est rétabli en centre-ville, ...). Le maître d'œuvre désigné **procède à des études détaillées (tenant compte des modifications). Le coût de l'opération est porté à 16,3 Millions € en décembre 2011.**



- Puis vient l'enquête d'utilité publique. Des modifications sont conseillées par le commissaire enquêteur, puis sont acceptées par Nantes Métropole et la commune dans le projet définitif. Le coût de ces modifications (ainsi que certains impératifs techniques) entraîne de porter le coût global à 19 Millions € le 6 juillet 2012 (coût légèrement diminué à la suite des résultats des appels d'offres). Tout cela est parfaitement clair.
▀ On entend encore Daniel Girard (Président de SLUP-CV) déclarer que lorsque le chronobus serait réalisé, on n'entendrait plus parler de lui : "Paroles, paroles, ..."

En attendant, le chronobus est un vrai succès ; et les premiers chiffres de fréquentation le confirment, n'en déplaise à ses opposants...

Le 2 déc : Désaccord tardif...

Aïcha Bassal et Gildas Salaün viennent d'annoncer leur démission de EuropeEcologie-LesVerts (EELV) pour rejoindre la liste de Johanna Rolland (PS), Pascale Chiron (tête de liste de la liste EELV) rappelle que la décision des militants EuropeEcologie-LesVerts de Nantes de partir en liste autonome au premier tour des municipales de 2014 (approuvée par la grande majorité, dont les deux personnes démissionnaires) a été prise début juillet. Il a donc fallu 5 mois pour que ces deux personnes réalisent qu'elles étaient en désaccord... (dessin de FRAP dans Presse-Océan du 2 déc. 2013)



Débloque-notes novembre 2013

Le 21 nov : Georges Prampart nous a quittés

Ancien chaudronnier, il était un symbole des métallos de la Basse Loire. Militant du PCF, militant CGT devenu responsable départemental du même syndicat, il fait partie de cette génération de militants ouvriers qui ont marqué notre département.

Mais pour lui (comme pour Gilbert Declerc), convictions et engagement ne signifiaient pas sectarisme et incapacité de réflexion autonome.

Que son souvenir vive longtemps !

Le 20 nov : Adoption par le Sénat d'une loi interdisant les produits phytosanitaires

Une proposition de loi présentée par Joël Labbé (sénateur Europe-écologie les Verts du Morbihan) vise à interdire, à compter du 1er janvier 2020, aux personnes publiques [État (parcs nationaux), régions (parcs naturels régionaux...), communes, départements, ...], propriétaires d'un domaine public ou privé, d'utiliser des produits phytosanitaires, à l'exception des produits de bio-contrôle et des substances reconnues comme à faible risque, pour l'entretien des espaces verts, des forêts et des promenades. De plus, ces produits phytosanitaires seront interdits à la vente aux particuliers à compter du 1er janvier 2022.

Pour Joël Labbé, "Le zéro phyto sera bientôt la règle, et non plus l'exception. C'est toute la population qui en profitera en termes de santé publique, les professionnels comme les particuliers. C'est une transition profonde qui commence".

Ce projet de loi a été adopté à une large majorité. Elle devrait être adoptée définitivement avant les élections municipales.

Le 11 nov : A propos du typhon aux Philippines

C'est sans doute le typhon le plus violent de l'histoire qui vient de se dérouler aux Philippines : vents de plus de 300 km/heure, destructions massives, sans doute plus de 10 000 morts...

Au-delà de l'indispensable solidarité avec les populations si durement touchées, il faut aussi s'interroger sur l'aggravation de ce genre de phénomènes "naturels".

Bien sûr, les pays situés sous les tropiques (en Asie et en Amérique) sont souvent concernés par ce genre de phénomène météo. Mais pourquoi de plus en plus souvent et de plus en plus fort ?

Le spécialiste du climat Jean Jouzel (Vice-Président du GIEC – Groupement Intergouvernemental des Experts sur le Climat), interrogé sur France-Inter ce matin précise : il est difficile de rattacher un événement précis au réchauffement et dérèglement climatique en cours de développement. Mais il est certain que le réchauffement en cours provoque et va provoquer de plus en plus d'événements de ce genre, avec de plus en plus d'intensité (amplifiés par l'élévation du niveau des mers).

Il est plus qu'urgent de constater que nous sommes tous concernés par les activités humaines dans le monde entier : les Philippines paient les conséquences de nos dégagements de Gaz à Effet de Serre (GES), et nous



subirons les effets des dégagements des GES chinois et américains... ↵

Il est plus qu'urgent de s'engager résolument, au niveau international, vers un développement axé sur les économies des ressources naturelles, en particulier des énergies fossiles.

L'avertissement est clair et impérieux. Sachons l'entendre ... ! :

Le 8 nov : appel à manifester contre le racisme et en soutien à Christiane Taubira

Particulièrement horrifiés et préoccupés par les propos tenus à l'encontre de Madame Christiane Taubira, Gardes des Sceaux, et considérant que ces propos sont des injures non seulement à l'encontre de la Ministre de la Justice mais aussi à l'encontre de chaque citoyen de notre République, nous pensons qu'à Nantes doit être posé un acte public de soutien à l'égard de tous nos concitoyens qui se sentent blessés. ↵

Nous pensons aussi qu'il importe de manifester notre réprobation, et d'exprimer notre volonté d'être extrêmement vigilants contre tous les dérapages et toutes les banalisations de propos racistes, émanant d'individus, de groupes ou de formations politiques. ↵

Est-il besoin de rappeler que le racisme n'est pas une opinion mais un délit et par conséquent qu'on ne saurait en rester là. A un moment où la banalisation de l'expression raciste s'accompagne d'une hausse des délits (injures antisémites, sexistes ou homophobes, violences racistes : 1 500 plaintes au premier trimestre 2013 au lieu de 1 300 en 2012), on ne peut laisser à la seule justice le soin d'attaquer le mal profond qui mine la démocratie. C'est à nous tous d'affirmer l'éthique de notre société, et les fondements du lien social et du vivre ensemble.

C'est pourquoi nous appelons tous les républicains à un moment de solidarité partagée le

Lundi 11 novembre à 16h00 ↵

Sur l'esplanade du Palais de Justice (qu'il vente ou qu'il pleuve !)

C'est dans ce palais que le 25 mars 2012 Christiane Taubira a prononcé un discours d'une élévation exceptionnelle lors de l'inauguration du Mémorial à l'Abolition de l'Esclavage.

Au même moment une manifestation similaire se déroulera à Angers

Yannick GUIN, Historien, Conseiller Municipal, Alain BESSON, Journaliste et écrivain

Le 7 nov 2013 : Harmonicité ne parvient pas à se positionner ↵

Suite à son assemblée générale du 6 novembre, l'association "*Harmonicité*", qui avait interrogé chacune des deux listes de gauche déclarées, n'a pas réussi à se positionner : à une large majorité (20 contre 3), elle a été décidé ... de ne pas décider et de laisser chacun libre de faire son choix. Pour lire le communiqué de presse, [cliquer ici](#). ↵

Ce n'est pas une surprise, puisqu'on savait déjà plusieurs adhérents engagés sur les deux listes. Mais cela signifie, de fait, un retrait de "*Harmonicité*" de la scène politique lucéenne, alors que ce courant soutenait 10 élu.e.s sur les 26 de la majorité, il y a encore quelques mois.

Le 5 novembre : les députés Ecologistes demandent une enquête sur le coût du nucléaire ↵

Le groupe Ecologiste à l'Assemblée Nationale vient de déposer une proposition de résolution pour la création d'une commission d'enquête sur les coûts de la filière nucléaire, la durée d'exploitation des réacteurs et à divers aspects financiers de cette production. Le groupe a décidé d'utiliser son "droit de tirage" annuel pour cette commission, celle-ci devrait être validée et mise en place dans les semaines à venir. Elle aura 6 mois pour remettre son rapport. L'objectif sera non seulement d'établir "la vérité des prix", mais également de montrer que contrairement à une idée reçue, ce n'est pas la transition énergétique qui coûte, c'est la non-transition énergétique qui est devenue un véritable boulet et un risque majeur pour notre pays. ↵

Débloque-notes octobre 2013

Le 14 octobre : S'informer à propos de Brignolles

Ce dimanche a vu la victoire du candidat du Front National à l'élection cantonale partielle dans ce canton du Var.

Les principaux dirigeants de l'UMP ont réagi à ce résultat : c'est de la faute du Maire PC de Brignolles pour JF Copé ; c'est une sanction pour le gouvernement et le PS pour François Fillon.

Peut-être ne savaient-ils pas que c'est une **candidate UMP qui a été battue** lors de ce second tour. Avant de parler, ils devraient s'informer...

Le 11 octobre 2013 : réforme des retraites.

Comme je l'avais écrit dans une note le 26 mai, allonger la durée de cotisation retraites du fait de l'allongement de la durée moyenne de vie pouvait apparaître comme une mesure adaptée du point de vue de l'équilibre des caisses de retraite. Mais dans une conjoncture où le chômage est très élevé, en particulier le chômage des jeunes, « *du point de vue de l'intérêt général et de la solidarité entre générations, ce raisonnement est inaudible* ».

C'est pourtant ce choix qui a été fait par le gouvernement : augmenter les cotisations patronales et salariales et passer à 43 années de cotisation pour obtenir une retraite. Pourtant, les jeunes d'aujourd'hui, qui sont au chômage ou en emploi précaire, auront bien du mal à obtenir ces 43 années de cotisation. Et il serait logique de faire agir des mesures de solidarité nationale en mettant à contribution l'ensemble des citoyens en élargissant l'assiette de cotisation par la CSG et en mettant à contribution les gains du jeu ou les revenus du patrimoine.

Seul point positif de ce projet de loi, la prise en compte de la pénibilité des emplois dans le décompte des années de cotisation est une réelle avancée.

C'est la raison pour laquelle les députés EELV se sont abstenus.

Le 4 octobre : Nucléaire, l'exception française :

Documentaire très intéressant diffusé (trop tard) sur France 3 vendredi soir, qui retrace l'histoire du nucléaire civil français (et militaire, car c'est inséparable, au moins au début), qui montre bien le rôle du corps des Mines, les mensonges et l'absence de débat objectif 'avantages/risques'. Silence sur les coûts réels du démantèlement des centrales qu'il faudra bien réaliser un jour, sur les dangers et les coûts du stockage des déchets, sur la dépendance vis à vis de l'étranger, puisque le combustible est intégralement importé,...

Pour revoir ce téléfilm, [cliquer ici](#).

Débloque-notes septembre 2013

Jeux Olympiques de 2020 : le Japon possède déjà les piscines

Selon Chaunu (Ouest-France) :

Note : Les "piscines" sont utilisées pour refroidir le combustible dans les centrales nucléaires.



AMENDE RECORD...
DEDUCTIBLE DES IMPÔTS
**SARKO REMERCIE SON
PRINCIPAL DONATEUR**

MERCI
LES IMPÔTS!



SARKO
THON

Babouch

Le 10 septembre : Qui paie les 11 millions € de la campagne Sarkozy ?

JF Copé a annoncé qui les 11 millions € non remboursés par l'Etat (sur décision du Conseil constitutionnel pour déplacement du plafond des dépenses) venaient d'être couverts par une méga-collecte auprès des militants et sympathisants UMP. Il ajoutait qu'il s'agissait d'un



record.

Merci qui ???

Merci en tout premier lieu aux finances publiques : car ces dons sont déductibles à 66% de l'impôt sur le revenu ; et même à hauteur de 75% pour ceux qui paient l'impôt de Solidarité sur la Fortune (note 1) Ce sont donc près de 8 millions €, sur un total de 11 millions, qui vont être financés par les contribuables.

Qu'on se le dise ! (dessin extrait site l'Express)

Note 1 : cette différence entre une déductibilité de 66% pour les moins riches et 75% pour les plus riches laisse entendre qu'il est plus difficile pour les 600000 foyers les plus riches de faire des dons (puisqu'il faut les encourager plus...).

Le 4 septembre 2013 : Sabotage inutile et imbécile

Après la dégradation de plusieurs arbres en différents endroits de Sainte-Luce, c'est au tour d'un chêne situé près de l'étang de la Gironnière d'être victime d'une agression qui risque fort de lui être fatale.

Comment comprendre ce geste de dégradation imbécile et qui ne rapporte rien à son auteur ???

Il est important que chaque Lucéenne, chaque Lucéen, soit conscient de l'importance du patrimoine naturel de notre commune et soit mobilisé pour le laisser en bon état à nos enfants.



Débloque-notes août 2013

Le 27 août 2013 : Un conducteur de chronobus heureux !

Lors du voyage officiel d'inauguration du chronobus C7, le Président de Nantes Métropole (Gilles Retière), le Vice-Président chargé des déplacements (Jean-François Retière), ainsi que les Maires de Thouaré (Bernard Chesneau) et de Sainte-Luce (Bernard Aunette), ainsi que les autres passagers, ont salué le conducteur du chronobus qui paraissait particulièrement heureux.

Il s'agissait, en effet, de notre collègue du Conseil municipal de Sainte-Luce Hervé prou.

Merci à lui !



Un large consensus autour du chronobus

Certains pourraient s'étonner du fait que l'association des commerçants (UCAL) co-organise avec la TAN une fête en l'honneur de la création du chronobus C7 le samedi 7 septembre de 9 à 13h00.

Si on en croit l'édition du 9 août de Ouest-France, le président de l'UCAL a même déclaré "*Nous désirons montrer que nous adhérons à l'idée*". Il ajoute même "*Notre collaboration avec les services municipaux a permis l'ouverture de 3 places de stationnement rue Coty*". C'est une façon un peu particulière de présenter les choses, dans la mesure où cette création de 3 places est une

proposition de la TAN et de la municipalité, acceptée par l'UCAL.

De la même façon, on peut dire que l'adhésion de l'UCAL au chronobus est très récente. Car, comme le rappelle l'article de Presse-océan du 24 août, l'UCAL a organisé deux manifestations contre le chronobus en 2012.

Mais ensuite, l'enquête d'utilité publique a montré que les deux tiers des Lucéens étaient pour. Mais ensuite, la concertation menée par la municipalité sur les modifications de la zone bleue avec les associations et l'UCAL au sein du 'groupe déplacements' a permis de montrer que le nombre de places de stationnement allaient plutôt augmenter.

Dans ce contexte, la position de l'UCAL semble donc plutôt réaliste, comme le dit son Président : "On ne peut pas se permettre de rester en dehors de la ville, la ligne C7 concerne beaucoup d'habitants." Souhaitons que ce réalisme et cette volonté de négociation perdure...

La carte de France du réchauffement climatique

Les effets du réchauffement climatique commencent à être perceptibles de façon très concrète, suivant les régions.

Pour voir cette carte de France du réchauffement climatique, publiée par le mensuel "Alternatives Économique" dans son numéro de septembre 2013, [cliquer ici](#)

La glace fond !

Selon l'Agence océanique et atmosphérique américaine (NOAA), la température de la terre continue d'augmenter, conséquence des émissions sans précédent du dioxyde de carbone (CO₂). Les émissions ont atteint un record de 9,7 milliards de tonnes et la concentration de CO₂ dans l'atmosphère a dépassé pour la première fois le seuil critique des 400 parts par million (ppm) dans sept des 13 observatoires arctiques au printemps 2012.

Conséquence : la température de l'Arctique, qui augmente deux fois plus vite que le reste du monde, provoque une fonte record des glaces. Par exemple, au Groenland, la calotte glaciaire s'est réduite à un niveau record en juillet 2012, et 97% de l'étendue de glace a montré des signes de fonte.

Conséquence, aussi : Les océans montent de 3,2 millimètres par an depuis vingt ans, soulignent les scientifiques qui manifestent une forte inquiétude face à cette situations globale.

Pour lire la dépêche de l'AFP, [cliquer ici](#)

Le 2 août : Prison confirmée pour Berlusconi

Poursuivi dans de nombreuses affaires (et condamné à plusieurs reprises en première instance) de fraudes fiscales, de pots de vin, de favoritisme et de prostitution de mineure, Silvio Berlusconi vient d'être condamné définitivement à 4 ans de prison pour une fraude fiscale de plus de 7 millions €. Depuis 20 ans, Berlusconi avait échappé à des condamnations définitives à coup d'appels (suspensifs), de prescriptions, de lois d'amnistie opportunément votées, pour échapper aux condamnations.

Cette condamnation définitive par la Cour de cassation représente donc une victoire pour la justice italienne.

Espérons que la justice française s'en inspirera !..



Débloque-notes juillet 2013

Le 15 juillet : L'action de Greenpeace à Tricastin : une alerte lancée à tous

L'action pacifique menée par les militants de Greenpeace à la centrale de Tricastin met une fois de plus en évidence des failles de sécurité inquiétantes dans les installations nucléaires françaises.

L'opération menée par Greenpeace illustre le danger singulier que constitue Tricastin qui associe enrichissement, retraitement d'uranium et unité de production vieille de 32 ans : ce site concentre tous les risques en cas d'incident technique ou d'intrusion terroriste.

Les député-e-s écologistes appellent les autorités à mettre à l'étude la fermeture de ce site, qui présente des risques particuliers notamment sur le plan sismique et constituera une des priorités de fermetures à mettre en œuvre, après Fessenheim.

Il convient plus généralement de se concentrer sur la question vitale de la vulnérabilité des centrales françaises. Entamer une réflexion de circonstance sur les sanctions à appliquer aux groupes qui tentent de pénétrer dans les enceintes nucléaires est vain : qui pourrait croire que dans l'hypothèse d'intentions terroristes, des peines renforcées seraient de nature à dissuader les personnes qui tenteraient de forcer les dispositifs de sécurité ?

L'action de ce jour est utile à tous, et en premier lieu à l'exploitant de la centrale : elle doit amener à envisager la culture du risque de manière plus sérieuse que ce n'est le cas aujourd'hui.

GROUPE ASSEMBLÉE NATIONALE
ÉCOLOGISTE

Dès 2008, après des incidents enregistrés à Tricastin, les écologistes avaient, à l'Assemblée nationale, formulé la demande d'une commission d'enquête sur la sécurité des installations nucléaires. Certains élus socialistes et UMP, de Pascal Terrasse à Pierre Lellouche, avaient d'ailleurs fait de même, mais le gouvernement de l'époque avait étouffé le problème et empêché la création de la commission d'enquête. Il y a quelques semaines, un débat sans vote organisé à l'Assemblée à l'initiative de Denis Baupin avait mis en exergue l'insuffisance de la prise en compte du risque nucléaire par l'exploitant. Nous en appelons donc à une réflexion collective et sans tabou sur une question qui n'est pas l'affaire de quelques spécialistes, et encore moins d'un lobby industriel, mais qui concerne toutes les citoyennes et tous les citoyens.

Denis Baupin Vice-président de l'Assemblée nationale

Barbara Pompili et François de Rugy Co-présidents du Groupe écologiste de l'Assemblée nationale

Le 20 juillet : Les Conseils Métropolitains élus (majoritairement) au suffrage universel en 2020

La loi créant les nouvelles Métropoles ayant des pouvoirs élargis (y compris certaines compétences des départements) a été votée par les députés dans la nuit de jeudi à vendredi derniers.

Les députés écologistes ont mené bataille pour que les Conseils métropolitains soient **élus au suffrage universel direct**, (menaçant même de ne pas voter la loi si ce suffrage universel n'était pas instauré).

Dans des termes parfois très durs, les écologistes et une majorité des socialistes se sont opposés à une coalition composée de l'UMP, l'UDI, le Front de Gauche et certains élus PS et Radicaux, qui défendaient le pouvoir des Maires et des Conseils généraux.

Finalement, le compromis trouvé avec le gouvernement et le PS prévoit l'élection au suffrage universel direct d'au moins la moitié des conseillers communautaires des métropoles à partir de 2020. Les autres resteraient des représentants des communes.

Ce dispositif ne peut pas s'appliquer en 2014, car les nouvelles métropoles ne seront créées qu'en 2016.

Pour lire l'article du *Monde* sur ce sujet, [cliquer ici](#)

Le 16 juillet : POSE DU DÔME DE L'EPR de FLAMANVILLE : une opération de communication pour masquer l'échec industriel

EDF vient d'organiser une grande opération de communication à l'occasion de la pose du dôme de l'EPR de Flamanville. Mais cette communication tente de masquer la réalité d'un échec industriel lourd.

En effet, cette centrale de type EPR (sous licence américaine PWR - Westinghouse) ne sera terminée (au mieux) qu'en 2016, soit avec un délai de réalisation doublé (retard de 4 ans), avec un coût de 8,5 Milliards € (près de trois fois le coût prévu) ; le coût du kWh sera alors plus cher que le coût moyen des énergies renouvelables !

La communication n'y pourra rien : un échec est un échec ; et le gouvernement français ferait bien d'en tirer toutes les conclusions !

Le 9 juillet : rejet des comptes de campagne de Sarkozy

Le Conseil constitutionnel vient d'invalider les comptes de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, constatant le dépassement du plafond autorisé (et la confusion entre frais de communication du Président en exercice et compte de campagne).

Rien d'extraordinaire à cela (hormis la personnalité du candidat). C'est d'autant moins surprenant que tout le monde avait pu constater que Nicolas Sarkozy avait repoussé au maximum l'annonce officielle de sa candidature.

On peut cependant s'interroger sur le fait que ce rejet des comptes de campagne pour dépassement du plafond ne s'accompagne pas, comme souvent, d'une sanction d'inéligibilité...

le 5 juillet : dépenser l'argent (des autres) sans compter

Le Conseil constitutionnel vient de confirmer le rejet des comptes de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy : il rejette le financement de grandes manifestations les frais de représentation du Président en fonction (mais aussi en



campagne). On va sans doute nous dire que cela n'a pas d'importance, puisque dans les 2 cas, c'est l'Etat qui paie. Mais justement, cette limitation des dépenses de campagne a pour but d'établir une certaine égalité des candidats et de moraliser la vie politique en évitant une inflation des frais de campagne (déjà 22,5 Millions€, c'est pas mal !).

Ce même jour, on apprend par le syndicat Sud Air-France que Mme Sarkozy vient de bénéficier d'un aller-retour vers New York en première classe (coût estimé à 10 à 15 000€) entièrement gratuit et payé par Air-France, comme c'est la tradition pour les anciens chefs de l'Etat et leur conjointe. Sud dénonce ce cadeau fait dans un contexte où la compagnie éprouve des difficultés financières...

Le 3 juillet : A propos des "jeunes militants PS aux dents longues" (selon Presse Océan)

Dans son édition du samedi 29 juin, Presse Océan nous parle des "jeunes militants PS aux dents longues".

Par ailleurs, il nous renseigne sur la personnalité du "premier des socialistes", Anthony Descloziers, qui vient d'être désigné à Ste-Luce (par 30 voix contre 24) : entré au Conseil municipal **en 2010**, puis nommé Conseiller sub-délégué auprès de Christophe Clergeau **en 2012**.

Mais dans Ouest-France du même 29 juin, Anthony précise qu'à l'occasion de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, "j'ai pu démontrer une capacité à discuter et rassembler".

Nous voilà rassurés !...

Jeunes du PS, selon FRAP.

Débloque-notes juin 2013

Le 24 juin 2013 : patrimoine des députés, transparence ?



Pour rire (jaune)



Le 19 juin : Tirer les leçons de l'élection partielle de Villeneuve sur Lot

Dans un communiqué de presse, le groupe des élu.e.s Europe Ecologie_Les Verts de l'assemblée nationale reviennent sur ce résultat du premier tour :

"Au-delà de l'expression d'une légitime impatience des Français devant la persistance de la crise - qui avait caractérisé les précédentes élections partielles - et de la difficulté inhérente aux scrutins intermédiaires pour toute majorité, la sanction électorale est ici particulièrement lourde.

C'est précisément parce que l'ombre de Jérôme Cahuzac a plané sur ce scrutin qu'il convient d'en tirer toutes les conséquences." (...)

le temps est au ressaisissement.

"Le spectacle donné ces dernières semaines autour du projet de loi sur la transparence financière en politique a été dévastateur. Les avancées et améliorations au texte gouvernemental ont été gommées dans l'opinion publique par les reculs et les louvoiements autour d'engagements forts pourtant annoncés par le président de la République au lendemain de l'affaire Cahuzac.

Sur la question des patrimoines, de leur publication et de leur contrôle, comme sur celle des incompatibilités professionnelles liées à l'exercice du mandat parlementaire – qui sont au cœur de l'affaire Cahuzac – il est temps d'agir sans tergiverser.

Nous appelons solennellement l'ensemble de nos collègues de la majorité à un sursaut collectif, à revenir au texte initial sur les points minorés par le travail en commission, et à engager sans tarder le chantier de la rénovation de la vie politique, à commencer par le non-cumul de mandats."

Barbara Pompili et Francois de Rugy

Co-présidents du Groupe écologiste de l'Assemblée nationale

Le 14 juin 2013 : Bristol, Capitale Verte de l'Europe en 2015

Au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée le 14 juin à Stéréolux (Nantes), la Commission Européenne a révélé quelle ville sera la Capitale Verte Européenne 2015, après Copenhague en 2014.

Les villes finalistes étaient Bruxelles, Glasgow, Lubljana et Bristol. C'est finalement cette dernière qui l'a emporté.

Bristol est une ville du sud-ouest de l'Angleterre. Avec une population estimée à 426 100 habitants, Bristol est la sixième ville d'Angleterre et la huitième du Royaume-Uni. Elle "a été récompensée pour ses plans d'investissement dans les domaines des transports et de l'énergie", ainsi que pour "sa stratégie de communication et d'utilisation des médias sociaux", selon le Commissaire européen présent.

A cette occasion, Copenhague a proposé la création d'un club réunissant les anciennes villes finalistes.

Débloque-notes mai 2013

Le 26 mai : Age de la retraite et chômage des jeunes

Tous les gouvernants nous expliquent que la durée moyenne de la vie s'allonge, et qu'en conséquence », il faut repousser l'âge de la retraite pour rétablir un équilibre entre actifs et retraités, avec éventuellement une augmentation des cotisations patronale et salariale.

Du point de vue de l'équilibre des caisses de retraite, ce raisonnement est très logique.

Mais en même temps, on constate que le chômage des jeunes ne cesse d'augmenter : 22,8% en moyenne en Europe et jusqu'à 55,3% en Grèce (et déjà 24,3% en France). Et personne ne parviendra à contredire que dans ce contexte, un ancien de plus au travail, c'est un jeune de plus au chômage !

Alors, bien sûr, on peut penser que *du point de vue de l'équilibre financier des caisses de retraite*, un ancien cotise plus qu'un jeune, et que des jeunes qui auront connu le chômage auront une carrière incomplète dans 40 ans et auront donc des retraites moins élevées.

Mais *du point de vue de l'intérêt général* et de la solidarité entre générations, ce raisonnement est inaudible.

C'est ce qui conduit, par exemple, le gouvernement italien à envisager **l'abaissement de l'âge de la retraite**, afin de ramener le chômage des jeunes de 35,3% à moins de 30%.

Et en France ? 24,3% de jeunes au chômage, ce n'est pas assez, puisque l'augmentation de l'âge de la retraite semble à l'ordre du jour ?

Le 15 mai 2013 ; Les émeutes du Trocadéro : ne pas perdre la mémoire...

Dans les débats parlementaires au sujet des émeutes qui ont empêché les festivités du PSG pour son titre de champion de France, la droite cherche des coupables. Une des personnes le plus mises en cause est le Préfet de police.

Et ce Préfet, c'est un certain Bernard Boucault qu'on connaît bien en Pays de la Loire. Il fut en effet Préfet de Région il y a quelques années. Il était là, en particulier, au moment des émeutes dans les banlieues des grandes villes. Et grâce à sa mesure et son souci du dialogue, les incidents à Nantes ont été nettement moins graves que dans la plupart des autres grandes villes.

Sachons nous en souvenir !...

Débloque-notes avril 2013

Le 30 avril : l'austérité est mauvaise pour la santé

Selon Ouest France, deux chercheurs anglo-saxons spécialisés en médecine et épidémiologie ont montré, au bout de 10 ans d'études, les conséquences des politiques d'austérité sur la santé publique. Selon eux, plus de 10 000 suicides et jusqu'à 1 million de cas de dépression peuvent être directement associés à la dernière crise économique et aux mesures de rigueur en Europe et en Amérique du Nord.

Ils prennent l'exemple de la Grèce : entre 2007 et 2012, les nouvelles infections au VIH ont été multipliées par 20 à cause des restrictions en matière de prévention (arrêt des programmes d'échange des seringues depuis 2008).

Mais selon eux, les problèmes économiques ne conduisent pas fatalement à cette dégradation de la santé publique : les politiques de santé sont un choix politique.

Le 29 avril : Bonne nouvelle de l'Europe pour les abeilles !

La Commission européenne va interdire (pour 2 ans) l'utilisation des 3 principaux insecticides néonicotinoïdes : leur usage va être interdit sur la plupart des cultures à l'exception des céréales d'hiver (ex : blé) et des productions qui n'attirent pas les abeilles (betterave à sucre).

Bien entendu, les deux fabricants de ces substances (le suisse Syngenta et l'allemand Bayer) et leurs représentants ont protesté : selon eux, leurs produits ne sont pour rien dans l'hécatombe des abeilles

...

Merci, l'Europe !

Le 27 avril : JM Ayrault Maire de Nantes, c'est fini !

Le premier ministre vient d'annoncer qu'il ne briguera pas un nouveau mandat à la Mairie de Nantes. A l'évidence, il s'agit d'une sortie par le haut, puisqu'il occupe maintenant une responsabilité nationale. Et puis, il fallait bien, un jour ou l'autre, passer le relais, après 4 mandats successifs comme Maire de Nantes (+ Président de Nantes Métropole + député + président des députés PS de l'assemblée nationale...).

La compétition pour la succession est donc officiellement ouverte au sein du PS, puisque la direction du PS semble exclure tout débat ouvert sur cette question. Mais y-a-t-il réellement compétitions ? A suivre l'actualité, on constate que l'une des personnalités évoquées pour cette succession est assez systématiquement mise en avant.

Cette sortie de JM Ayrault semble donc bien préparée...Sauf si les militants de base du PS ont envie de se rebeller et/ou que les composantes non PS de la majorité décident d'élever le ton, dans une situation politique actuelle assez inconfortable ?

Le 25 avril : le cycle de l'uranium

L'association "sortir du nucléaire" diffuse une petite animation vidéo très bien faite.

Pour la visionner, [cliquer ici](#).

Le 23 avril : Des jeunes militants politiques qui redonnent espoir

Spontanément, des jeunes militants politiques de Loire-Atlantique de différents partis (UMP, UDI, MoDem, Centristes, Radicaux, UDB, PS, PC, Verts) se sont mis d'accord pour lancer un appel commun. Ensemble, ils regrettent "*la radicalisation inacceptable du débat*" autour de la loi sur le mariage pour tous. Ils s'indignent d'assister "*au regrettable spectacle d'une montée des violences verbales et physiques*". Ils redisent ensemble leur attachement aux valeurs républicaines et invitent à

,préférer "aux actions de choc le dialogue, la pertinence des arguments et des propositions concrètes".

Pour lire l'appel commun, [cliquer ici](#)

Le 15 avril : Les opposants au "mariage pour tous" dépassent encore plus les bornes

Telle dirigeante (F Barjot) qui affirme : "*Hollande veut du sang, il y en aura ! Tout le monde est furieux. Nous vivons dans une dictature*"; telle autre parlementaire (C. Boutin) qui évoque des risques de guerre civile ; enfin, et surtout, des militants d'extrêmes droite et des intégristes catholiques s'en prennent directement à des individus, jusque dans leur vie privée. Déjà la Sénatrice (UDI) Chantal Jouanneau avait essuyé des manifestations à son domicile. C'est maintenant au tour du député écologiste François de Rugy qui a subi une manifestation à son domicile. Leurs enfants n'ont-ils droit à aucune tranquillité ??? Et enfin, c'est la journaliste Caroline Fourest, venue à Nantes faire une intervention lors des journées du Nouvel Observateur à Nantes, qui a été prise à partie individuellement, puis son TGV bloqué en gare de Nantes, puis « accueillie » en gare Montparnasse. Et pourquoi ? Parce que le gouvernement avance de quelques semaines l'examen de la loi sur le mariage pour tous en seconde lecture à l'Assemblée nationale.

Autant le droit à faire connaître une opposition à un projet de loi et à manifester est légitime en démocratie, autant s'attaquer dans leur vie privée à des personnes d'opinion constitue un grave dérapage qui fleure (pas) bon des méthodes utilisées par les régimes totalitaires.

Il serait temps que le sens républicain l'emporte à l'UMP, et que ses dirigeants aient le courage de se démarquer de ces éléments d'un extrême droite fascisante.

Le 4 avril : Les opposants au "mariage pour tous" dépassent les bornes

Alors que ce projet de loi n'enlève rien à personne, les dirigeants des manifestations contre le "mariage pour tous" (en particulier pour les homosexuels) commencent à parler de "**guerre civile**" et d'exercer des pressions individuelles (par exemple **au domicile** de la sénatrice Chantal Jouanneau). C'est grave et inadmissible !

Le 3 avril 2013 : une loi pour protéger les lanceurs d'alerte

Le Sénat a aujourd'hui définitivement adopté la proposition de loi Blandin (rapportée par Ronan Dantec) relative à l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et à la protection des lanceurs d'alerte. C'est la première loi initiée par un groupe parlementaire écologiste et qui répond à une attente de très longue date de la société civile.

Pour Marie-Christine Blandin, Sénatrice du Nord et auteure de la proposition de loi : "L'adoption de cette proposition de loi est une victoire pour les associations qui œuvrent sur des dossiers comme l'amiante ou le Mediator."

Pour lire la suite, [cliquer ici](#)

Débloque-notes mars 2013

Le 30 mars : "Au Niger, l'atome français enterre la santé de ses mineurs"

Intéressant article dans le dernier N° de "Terra eco" à propos des mines d'uranium du Niger. "Avec quelques 3000 employés locaux, Areva est le premier employeur privé du Niger à travers ses filiales". Exposés à la radioactivité à faible dose, mais pendant des dizaines d'années, les anciens mineurs ne bénéficient d'aucun suivi et beaucoup tombent malade ou meurent. Des anciens employés de la mine témoignent : "*Les activités industrielles liées à l'exploration et à l'exploitation minière provoquent*

l'émission, la diffusion et le dépôt de divers produits et résidus chimiques, comme du cyanure de sodium, du plomb, de l'arsenic, de l'uranium, du mercure et d'autres métaux. Ces produits contaminent les ressources hydrauliques, l'atmosphère et le sol. Dans certains cas, la contamination pourra durer des milliers d'années et provoquer des maladies graves et des mutations génétiques."....



Le 25 mars : Sarko mis en examen

Le camp de mécontents grandit à gauche contre le

gouvernement de la même couleur (théoriquement) : fin du cumul des mandats en panne, décentralisation soumise aux divers intérêts et menaçant d'être illisible, priorité et pouvoir de la finance non remise en cause, instauration d'un politique d'austérité qui peine à être équitable, ... On pourrait penser que de la droite un boulevard pour reconquérir l'opinion. Mais celle-ci utilise une bonne partie de son énergie à défendre l'ancien Président Sarkozy soupçonné d'avoir utilisé des moyens douteux pour financer sa campagne présidentielle de 2007. C'est vraiment pas certains que ce choix soit pertinent ! ...

Le 24 mars : Aujourd'hui, une nouvelle manifestation a eu lieu ce dimanche à Paris. Comme d'habitude, les chiffres divergent (entre 300 000 et 1,4 millions). Face à cela, le gouvernement ne mollit pas : c'est en effet bien conforme aux promesses électorales du candidat Hollande. C'est très bien, mais il faudrait que certaines réformes, également promises, soient tenues. On peut citer, par exemple le non cumul des mandats des parlementaires avec un mandat exécutif local ; ou bien la décentralisation...

Le 19 mars : Le principe de précaution appliqué aux ondes électromagnétiques dans les écoles est enfin inscrit dans la loi

Dans le cadre du débat du projet de loi de refondation de l'école de la République, un amendement proposé par Isabelle ATTARD (députée EELV) a été adopté. Cet amendement instaure que les infrastructures créées pour la mise en place du service public du numérique éducatif "*favorisent l'utilisation de connexions de données filaires*" par rapport au WIFI et précise que "*le principe de précaution doit pousser l'État et les collectivités territoriales à protéger les enfants, notamment les plus jeunes, de l'influence des ondes*".

Cela constitue une avancée importante, puisque la proposition de loi portée par les écologistes afin de limiter les effets néfastes des ondes devait être votée le 31 janvier 2013 à l'Assemblée nationale, mais a été renvoyée en commission des affaires économiques par la ministre Fleur PELLERIN. Celle-ci estime que, malgré l'accumulation de preuves de leur nocivité, les inquiétudes liées aux effets des ondes électromagnétiques sur l'homme sont "*des peurs irrationnelles*".

Le 18 mars 2013 : Perte d'alimentation électrique à la centrale de Fukushima

Selon un communiqué du CRIIRAD (organisme indépendant traitant des radiations), TEPCO, organisme privé qui gère plusieurs centrales nucléaires du Japon, dont celle de Fukushima, indique que l'alimentation électrique de cette centrale est coupée, entraînant l'arrêt des systèmes de refroidissement.

"La piscine du réacteur N°4, gravement endommagée lors de la catastrophe de mars 2011 contient en particulier 1 535 barres de combustible dont certaines sont hautement radioactives, l'incapacité à rétablir les fonctions de refroidissement pourrait conduire à des réactions physico-chimiques susceptibles d'aboutir à des explosions et à la libération de quantités colossales de matières radioactives dans l'environnement."

"Il s'agit d'une course contre la montre qui doit nous rappeler à quel point la catastrophe de Fukushima n'appartient pas au passé." Pour lire le communiqué du CRIIRAD, [cliquer ici](#)

Le 13 mars. Crise de la viande de cheval : une révélation !

On n'arrête pas de retrouver de la viande de cheval dans les plats cuisinés surgelés de plusieurs grandes marques. On nous assure qu'il n'y a aucun problème sanitaire (disons que ce n'est pas *'poison'* à court terme), mais une « simple » tromperie sur la marchandise.

Mais surtout, on découvre les parcours compliqués et secrets, mais juteux, de la bouffe industrielle.

On pensait bêtement que le parcours allait de l'éleveur au fabricant, en passant par l'abattoir.

Eh bien, pas du tout !

On découvre que des lots de viande se baladent dans toute l'Europe par des circuits incontrôlables, sont soumis à la spéculation de traders, se retrouvent mélangés avec d'autres lots de provenance aussi obscure (et on ne parle que de la viande...), pour finir dans la fabrication de « bons petits plats, comme chez vous » !!!

Il est décidément urgent de favoriser des circuits courts et fiables, où les producteurs et consommateurs se connaissent, pour constituer une véritable alternative à cette bouffe industrielle.

Le 8 mars : journée internationale des droits des femmes



Selon Chaunu dans Ouest-France.

Le 4 mars 2013 : La Suisse interdit les salaires exorbitants des dirigeants

La Suisse, pays des banques et refuge financier des dictateurs et des financiers véreux cherchant à investir dans les paradis fiscaux, vient d'interdire par référendum, à une écrasante majorité, les parachutes dorés, bonus lors de rachats d'entreprises et autres rémunérations extravagantes des dirigeants d'entreprise. Les contrevenants risquent jusqu'à 6 ans de salaire d'amende et 3 ans de prison.

Et si on les imitait ???

Débloque-notes février 2013

Le 28 février : hommage unanime à Stéphane HESSEL

De très nombreuses personnalités rendent hommage à Stéphane Hessel (ancien résistant déporté, co-auteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme, récent auteur de l'appel « Indignez-vous ! »).

En août dernier, j'avais sélectionné quelques phrases (qui m'avaient particulièrement parlé), extraites de son échange avec le Dalaï-Lama. Pour les relire, [cliquer ici](#)



Le 27 février 2013 : incertitudes italiennes ...

Le 21 février : Austérité ? Quelle austérité ??

Augmenter la fiscalité sans mettre en place une fiscalité écologique, restreindre les investissements de l'Etat sans mettre le paquet sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables, diminuer fortement les dotations des collectivités locales au risque de voir une diminution des investissements et des services publics, prendre le risque d'un échec du débat transitions énergétique, (...), c'est mettre en œuvre une d'inspiration libérale et prendre le risque d'une spirale récessive, sans préparation de l'avenir.

Et si

Ouest-

Le 20



on ajoute à cela les reculs annoncés sur le cumul des mandats, la décentralisation et le droit de vote des résidents étrangers, ... ! (dessin de Chaunu dans France)

février 2013 : Les dockers de Nantes-Saint-Nazaire s'inquiètent des cancers à répétition

L'association pour la protection de la santé des métiers portuaires a lancé une enquête : "Sur 140 dockers contactés, en grande majorité partis à la retraite, 87 déclarent être malades, 61 sont atteints de cancer, 35 sont décédés. L'espérance de vie de ces travailleurs se révèle d'une dizaine d'années inférieure à celle de leurs aînés." En cause selon eux : les produits chimiques et toxiques transportés, avec les marchandises, dans les cales des bateaux qu'ils déchargent. Une enquête du Monde fait le point sur cette question. Pour la lire, [cliquer ici](#)

Le 19 février. Energie : 15 ONG dénoncent le double discours du gouvernement

Une quinzaine d'ONG de défense de l'environnement, dont la Fondation Hulot ou France Nature Environnement, dénonçaient, jeudi dernier, le double discours du gouvernement qui lance un débat sur la transition énergétique mais prend des mesures "qui vont en sens inverse".

Elles regrettent que "la première action de la Banque publique d'investissement consiste à soutenir la filière du nucléaire". Elles s'indignent du fait que le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg ait "dernièrement laissé entendre que la France allait se lancer dans l'exploitation de gaz de houille" et elles dénoncent "plusieurs décisions intervenues pour privilégier le transport routier et aérien au détriment des autres modes de transport moins polluants".

Critiquant une "politique qui a largement dévié du cap annoncé lors de la conférence environnementale", les ONG demandent à M. Ayrault de "clarifier au plus vite la politique de (son) gouvernement en matière de transition énergétique".

Le 17 février : La Commission européenne autorise les farines animales pour nourrir les poissons d'élevage

Ce mode d'alimentation avait été interdit au moment de la crise de la "vache folle". Mais la Commission européenne vient de revenir sur cette interdiction : les poissons d'élevage pourront, de nouveau, manger du bœuf, du cheval, et dès 2014 du porc et de la volaille !

Mais, la main sur le cœur, la Commission certifie qu'il n'y a aucun danger et que, promis-juré, nous n'aurons pas des "saumons fous".

Décidément, on n'arrête pas le progrès (???) !



Le 14 février : l'entreprise française Spanghero savait qu'elle étiquetait "boeuf" de la viande de cheval



Le 12 février 2013 : l'électricité allemande au secours de la France !

Contrairement aux idées reçues (et fausses), nous importons plus d'électricité d'Allemagne que nous en exportons.

Un article de Michel Lemosquet, militant EELV de Mayenne, nous fait cette révélation par une analyse complète de la production et de la consommation d'électricité en France en 2012 (avec comparaison avec 2011). Il montre que la croissance des énergies renouvelables est un peu en panne en France, contrairement à nos voisins européens. Il met en lumière notre fragilité qui consiste à devoir importer de l'électricité dès qu'il fait froid, à cause du pic de consommation dû à l'importance du chauffage électrique.

Pour lire l'article, [cliquer ici](#)

Le 10 février 2013 : pas de débat sur les ondes électromagnétiques (cf article publié dans la lettre électronique de Bretagne Ecologie).

une proposition de loi écologiste relative à l'application du principe de précaution défini par la charte de l'environnement aux risques résultant des ondes électromagnétiques devait être examinée le 31 janvier dernier. Celle-ci avait été adoptée en commission, profondément remaniée mais adoptée, ce qui ouvrait l'espace du débat à l'Assemblée sur ce sujet des plus actuels.

Et pourtant, ni débat, ni loi ne verra le jour avant... on ne sait pas quand puisque les députés ont voté une motion de renvoi en commission des affaires économiques : sorte d'abandon qui n'en porte pas le nom.

Visiblement, le gouvernement ne souhaitait pas voir ce débat arriver dans l'hémicycle. Fleur Pellerin, la ministre déléguée aux PME, à l'innovation et à l'économie numérique, le confirme implicitement en déclarant que la préoccupation des écologistes concernant les ondes électromagnétiques sont des « *peurs irrationnelles* », elle pour qui le principe de précaution ne peut s'appliquer que lorsqu'un risque sanitaire est avéré ; or, affirme-t-elle ce n'est pas le cas ici...

On aurait envie de conseiller à la ministre la lecture de **signaux précoces et leçons tardives** (volume 2), rapport de l'Agence Européenne de l'Environnement (AEE) qui évoque les téléphones portables

Voir aussi l'article du syndicat *Solidaires* sur le site Rezo citoyen et intitulé "*L'irrationnelle légèreté du gouvernement sur les ondes électromagnétiques*". Pour le lire, [cliquer ici](#)

Voir également le courrier adressé par l'association "*Robin des toits*" au Premier ministre. Pour la lire, [cliquer ici](#)



Le 9 février 2013 : cérémonie du souvenir

Ce samedi, la cérémonie d'inauguration de la stèle, en souvenir de Renée et Jean Losq et du procès des 42, a été très suivie.

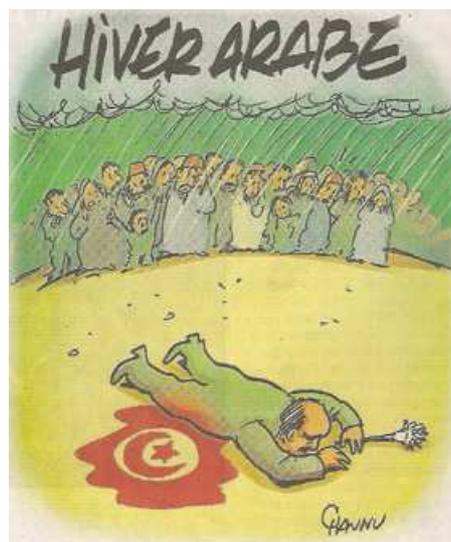
En ce février 1943, un procès grand spectacle était organisé par l'occupant nazie au palais de justice de Nantes à l'encontre de résistant(e)s communistes. Résultat : 37 condamnés à être fusillés (dont Jean Losq) et 5 déportés dans les camps de concentration (dont Renée Losq).

A cette occasion, un film réalisé par Marc Grangien, en souvenir de ce procès et qui comporte un long témoignage de Renée Losq, a été projeté.

Le 8 février 2013 : crise en Tunisie

Alors que le "printemps tunisien" a été l'oeuvre des militants laïque et de gauche, c'est le parti islamiste Ennhada qui a emporté les élections, car c'était la seule force organisée. Mais aujourd'hui, Ennhada tente d'imposer sa dictature, y compris par le crime politique. Les forces de la révolution tunisienne se mobilisent et la situation est tendue...

(dessin de Chauuu dans Ouest-France)



Le 4 février 2013 : communiqué de presse de la mairie de Sainte-Luce à propos du stationnement en centre-ville
Zones bleues : la mairie veut faciliter l'accès aux commerces

La Ville de Sainte-Luce-sur-Loire souhaite apporter les précisions suivantes au communiqué de l'association Sainte-Luce patrimoine et cadre de vie paru dans l'édition de Ouest-France du samedi 2 février 2013 et à des propos qu'elle juge "inutilement polémiques" :

"Le but de la municipalité est de faciliter les déplacements des Lucéens, de maintenir l'accessibilité et l'attractivité du centre-ville et de soutenir le commerce local alors que notre commune et notre agglomération se développent.

Depuis le 1er janvier 2012, la nouvelle réglementation européenne permet de moduler la durée du stationnement en zones bleues. Pour répondre à la demande des commerçants et favoriser l'accès rapide aux enseignes, la commune envisage le stationnement à 1/2 heure sur l'axe principal, tout en développant le nombre global de places de stationnement en zone bleue dans le centre-ville et en créant de nouveaux emplacements.

*Aujourd'hui, le centre-ville compte presque 600 places de stationnement. Comme annoncé l'an dernier, la ville souhaite augmenter le nombre de places en zones bleues, en passant de 200 à 300 places, dont une quarantaine limitée à une demi-heure d'arrêt sur la rue centrale. Ce nouveau système sera **adapté aux courses rapides (boulangeries, journaux, retraits bancaires) comme c'est souvent le cas sur l'axe principal et il favorisera la rotation des clients de ces enseignes. Le nombre de places restera largement suffisant pour des courses plus longues. Le périmètre du centre-ville de Sainte-Luce est restreint et il sera bien sûr toujours possible de trouver un emplacement longue durée non loin de son commerce favori.***

***Ce projet a fait l'objet d'une large concertation depuis un an avec l'Union des Commerçants et Artisans Lucéens et avec le groupe de travail déplacements (composé de citoyens et de représentants d'associations). Plusieurs réunions ont été organisées et ces deux groupes ont approuvé la version finale du plan de stationnement.** _ Cette démarche s'inscrit dans une vision plus globale de l'évolution des modes de déplacements, de l'offre de stationnement et de l'adaptation de l'espace urbain : développement des transports collectifs et des déplacements doux (pistes cyclables), meilleure accessibilité à l'espace public des personnes à mobilité réduite (dans le cadre du Plan de mise en accessibilité de la voirie et de l'espace public, lancé en 2012), amélioration de l'offre de stationnement. Il s'agit d'évolutions majeures qui seront profitables à tous. Au contraire, ne rien faire serait préjudiciable à l'attractivité et à l'accessibilité de notre centre-ville".*

Débloque-notes janvier 2013

Le 17 janvier : la fuite à Varennes de Gégé 1er

(selon "Rouge&Vert", journal des alternatifs) Pas content de payer trop d'impôts à son goût, Gérard Depardieu s'est fait domicilier en Belgique et s'est fait offrir un passeport russe. Ce geste a-t-il une signification politique ? On a du mal à en juger, vu la diversité des sympathies de l'acteur : parfois compagnon de route du PCF, plus souvent du PS, il s'est découvert une grande amitié pour Sarkozy en 2007 puis en 2012, tout en ayant soutenu Georges Frêche en 2010. Plus récemment il a vanté les qualités démocratiques de Poutine et affiché sa proximité avec les dictateurs de Tchétchénie, d'Ouzbékistan et du Kazakhstan.

Néanmoins, ses soutiens politiques actuels en France vont de Brigitte Bardot à Philippe de Villiers, en passant par Michel-Edouard Leclerc, Claude Guéant et Jean-François Copé...

Le 10 janvier 2013 : NDDL= "gâchi financier" selon Nicolas Dupont-Aignan

En visite sur le site, et après avoir rencontré plusieurs associations, Nicolas Dupont-Aignan (député et président de *Debout la République*) a estimé que cet aéroport représente "un gâchi financier inadmissible en cette période d'économies budgétaires". Selon un article publié aujourd'hui dans le *Figaro*, il a renouvelé son appel à un moratoire.



Le 7 janvier : un pilote annonce un fiasco pour le futur aéroport de NDDL

Thierry Masson, officier pilote de ligne, explique dans une lettre ouverte à François Hollande, les sérieux doutes de sa profession vis-à-vis des choix techniques et stratégiques du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ce projet tel qu'il est pensé démontre une méconnaissance significative du

fonctionnement d'un aéroport, estime-t-il, alors que toutes les compagnies aériennes européennes anticipent une baisse du trafic. Pour lire le courrier, [cliquer ici](#)

Le 5 janvier 2013 : coïncidence ?

Les deux dessins ci-dessous ont été publiés ce même samedi 5 janvier dans Ouest-France.



Simple coïncidence ? Pour ma part, j'y vois au contraire une forte relation.